



**ACTED**  
Agence d'aide à la coopération technique et au développement.

# Rapport Financier 2010

## Sommaire

1. Avant propos .....	3
2. Eléments principaux et significatifs 2010 .....	4
3. Analyse du résultat.....	6
4. Emplois : Missions Sociales, Frais de siège et frais liés à la recherche de fonds .....	7
4.1 Pays d'intervention et activités en 2010 .....	7
4.2 Frais de fonctionnement .....	9
4.3 Frais liés à la recherche de fonds .....	10
4.4 Ressources humaines.....	10
5. Ressources : origines des fonds et diversification des partenaires .....	11
6. Conclusion et perspectives pour 2011.....	15

## 1. Avant propos

ACTED a été créée en 1993 et présente ses comptes de manière annuelle depuis sa création. Ces comptes sont certifiés depuis l'exercice 1999.

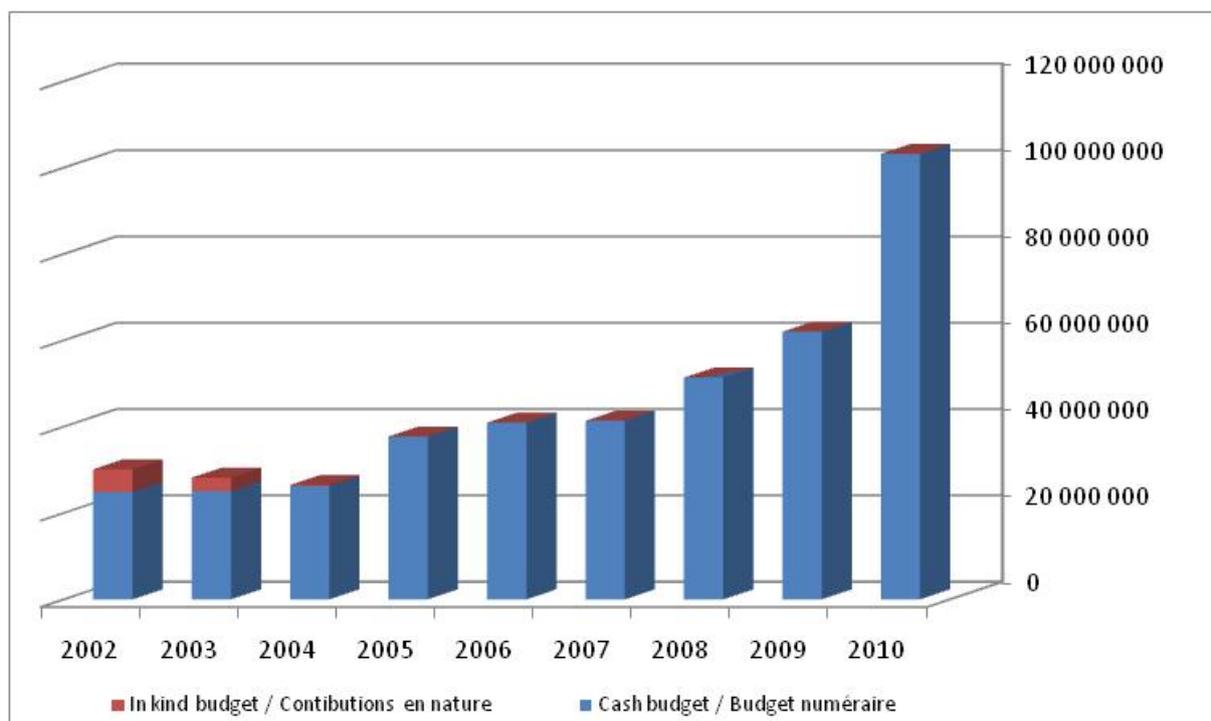
ACTED s'engage sur la transparence de gestion des financements collectés et rend compte de manière régulière sur l'utilisation des fonds auprès de diverses instances de contrôle.

Les comptes d'ACTED sont audités de manière fréquente par les bailleurs de fonds ou des cabinets d'audits mandatés spécifiquement par ces bailleurs. ACTED a aussi été auditée dans des contextes spécifiques par la Cour des Comptes (Tsunami, 2005-2007, Haïti en 2010) ou la Cour des Comptes européenne (Balkans, République Démocratique du Congo)

Nos comptes annuels sont contrôlés et certifiés par un Commissaire aux Comptes, le cabinet Price Waterhouse Coopers (63, rue de Villiers, 92208 Neuilly sur Seine Cedex). Le rapport général (opinion et appréciation) ainsi que le rapport spécial sont présentés à la suite des comptes annuels.

## 2. Eléments principaux et significatifs 2010

L'exercice 2010 s'est caractérisé, pour la troisième année consécutive, par une importante croissance de l'activité par rapport à l'exercice précédent, avec un volume global d'intervention présentant une augmentation de +66% (103.2 MEUR de budget en 2010, pour 62 MEUR en 2009).



Graphie 1 : Evolution du budget (2002-2010, EUR)

ACTED atteint donc la barre symbolique des 100 MEUR cette année, alors que les prévisions budgétaires se situaient dans une fourchette allant de 70 à 90 MEUR. La hausse rapide du budget s'est expliquée particulièrement par une année 2010 marquée par trois crises majeures, sur lesquelles ACTED est intervenue :

- Le tremblement de terre en Haïti en janvier
- Les troubles ethniques au Kirghizstan en juin
- Les inondations au Pakistan en Aout

Ces trois crises ont été l'occasion d'interventions très significatives d'ACTED, pour un budget total de l'ordre de 25 MEUR sur 2010, qui sont venus s'ajouter au budget prévisionnel mentionné plus haut.

A la clôture de l'exercice 2010, ACTED présente un résultat de gestion propre positif, à hauteur de +721,406 EUR. L'assemblée Générale réunie le 25 juin 2011 a voté l'affectation de ce résultat aux fonds propres, ce qui porte les fonds associatifs sans droit de reprise à 1,597,759 EUR.

*Missions :*

Pour ce qui est du nombre de pays d'intervention sur l'exercice 2009, ACTED est présente dans 26 pays, et a mis en œuvre des projets d'aide humanitaire ou de développement dans 25 d'entre eux. Sur l'exercice 2010, des projets ont été menés dans un nouveau pays d'intervention : le Niger à partir de Septembre 2010.

*Lancement du bureau ACTED Genève :*

En 2010, ACTED a ouvert un bureau de représentation supplémentaire (après Washington DC en 2009). L'objectif de ce bureau est d'assurer une présence permanente d'ACTED dans les débats humanitaires ayant lieu notamment aux Nations Unies.

*Transfert des activités de micro crédit à OXUS :*

Déjà amorcé en 2008, le désengagement d'ACTED en tant qu'opérateur dans la micro finance au profit de sa filiale OXUS, se continue sur 2010 avec l'approbation de nouveaux transferts par les bailleurs de fonds (notamment la Commission Européenne pour le Kirghizstan). Au-delà d'OXUS, ACTED contribue néanmoins à faire progresser et à structurer le secteur de la micro finance, notamment par le biais de ses plateformes régionales : mise en réseau d'opérateurs (avec la création du South Asian Micro Finance Network – SAMN), assistance technique.

### 3. Analyse du résultat

A la clôture de l'exercice 2010, ACTED présente un résultat positif de +721,406 EUR contre +150,561 EUR à la clôture 2009.

Ce résultat positif est en forte augmentation par rapport à 2009 s'explique par une série de facteurs. D'une part, l'**augmentation du budget** est significative, ce qui a permis une croissance proportionnelle des revenus indirects (part des budgets non affectée aux actions et projets - cette part oscille entre 0 et 8% en fonction des bailleurs, pour une moyenne de 5.4%).

D'autre part, cette augmentation du budget s'est accompagnée d'une **augmentation maîtrisée des coûts de fonctionnement** (notamment au niveau du siège). En effet, une part importante de la croissance du budget

Enfin, la bonne tenue du dollar US et la retour à des taux EUR/USD plus favorables a permis de stabiliser les ressources de l'association. Pour rappel, le budget de l'association étant composé à 45% de subventions en USD, un Euro fort érode nos ressources perçues en USD.

Le résultat de gestion propre est composé de :

- Un excédent d'exploitation de 1,171,308 EUR. Ce résultat s'explique par une bonne gestion de nos projets sur le terrain et une maîtrise des dépenses du siège.
- Un déficit financier de -163,502 EUR (par rapport à -28,352 EUR en 2009). Ce résultat est composite, puisqu'il inclut deux grandes catégories : d'une part les pertes de changes liées à l'activité d'ACTED (dont la comptabilité terrain est établie dans une trentaine de devises étrangères). D'autre part des frais bancaires, qui sont pour leur part en constant repli depuis 2007. Ceci est la conséquence d'une part d'une situation de trésorerie favorable qui a limité l'utilisation de découvert bancaire sur l'exercice, et d'autre part de la négociation avec nos banques de conditions tarifaires intéressantes. Il est à noter qu'ACTED travaille désormais avec 4 banques au niveau du siège.
- Un déficit exceptionnel de -286,400 EUR. Ce déficit s'explique par l'apurement de créances irrécouvrables des exercices 2007 à 2009.

## 4. Emplois : Missions Sociales, Frais de siège et frais liés à la recherche de fonds

### 4.1 Pays d'intervention et activités en 2010

ACTED continue d'optimiser ses ressources collectées en les utilisant au maximum pour ses missions sociales sur le terrain.

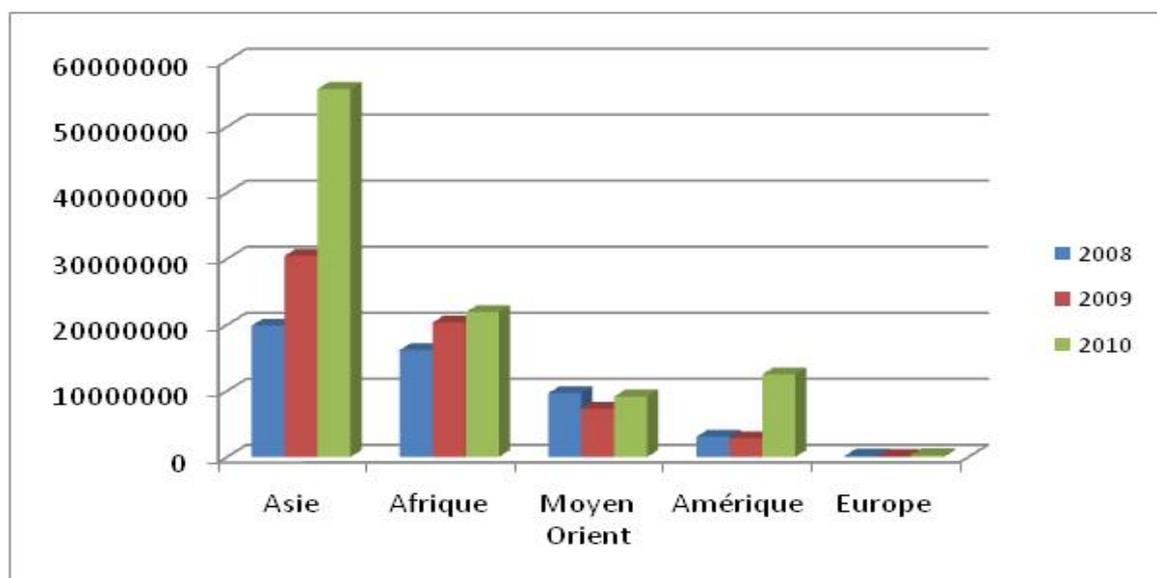
Le montant global des fonds affectés aux pays d'interventions est de 96,04 MEUR (y compris fonds dédiés)

Au final, ce sont 94% du budget global d'ACTED qui sont placés dans les missions sociales, ce qui représente un remarquable ratio coût / efficacité.

L'augmentation globale du budget est principalement due à la forte croissance des interventions d'ACTED en Asie, et plus particulièrement au Pakistan, en Afghanistan et au Kirghizistan.

L'Asie représente désormais 55,9% du budget (49,8% en 2009), devant l'Afrique qui reste stable en valeur absolue mais dont la part relative est en repli (22.2% en 2010 contre 33,3% en 2009), l'Amérique est en forte croissance en raison de l'intervention en Haiti (12.6%) et le Moyen Orient continue de reculer (9.2% en 2010 contre 11,9% en 2009 et même 20% en 2008). Les activités en Europe (notamment l'organisation de la conférence Convergences) représentent 0.3% du budget.

Le graphe 2 ci-dessous présente les budgets par zone pour 2008, 2009 et 2010.



Graphe 2: Evolution du budget par zone (2008-2010, EUR)

Pour ce qui est du nombre de pays d'intervention sur l'exercice 2009, ACTED est présente dans 26 pays, et a mis en œuvre des projets d'aide humanitaire ou de développement dans 25 d'entre eux.

Sur l'exercice 2010, des projets ont été menés dans un nouveau pays d'intervention :

- Le Niger : suite à la situation humanitaire catastrophique dans ce pays, ACTED met en œuvre des projets de sécurité alimentaire depuis novembre 2009.

La mission au Zimbabwe, ouverte en 2009, n'a été prolongée en 2010, en raison de difficultés liées à l'obtention de l'enregistrement par le gouvernement permettant de mettre en œuvre des projets humanitaires.

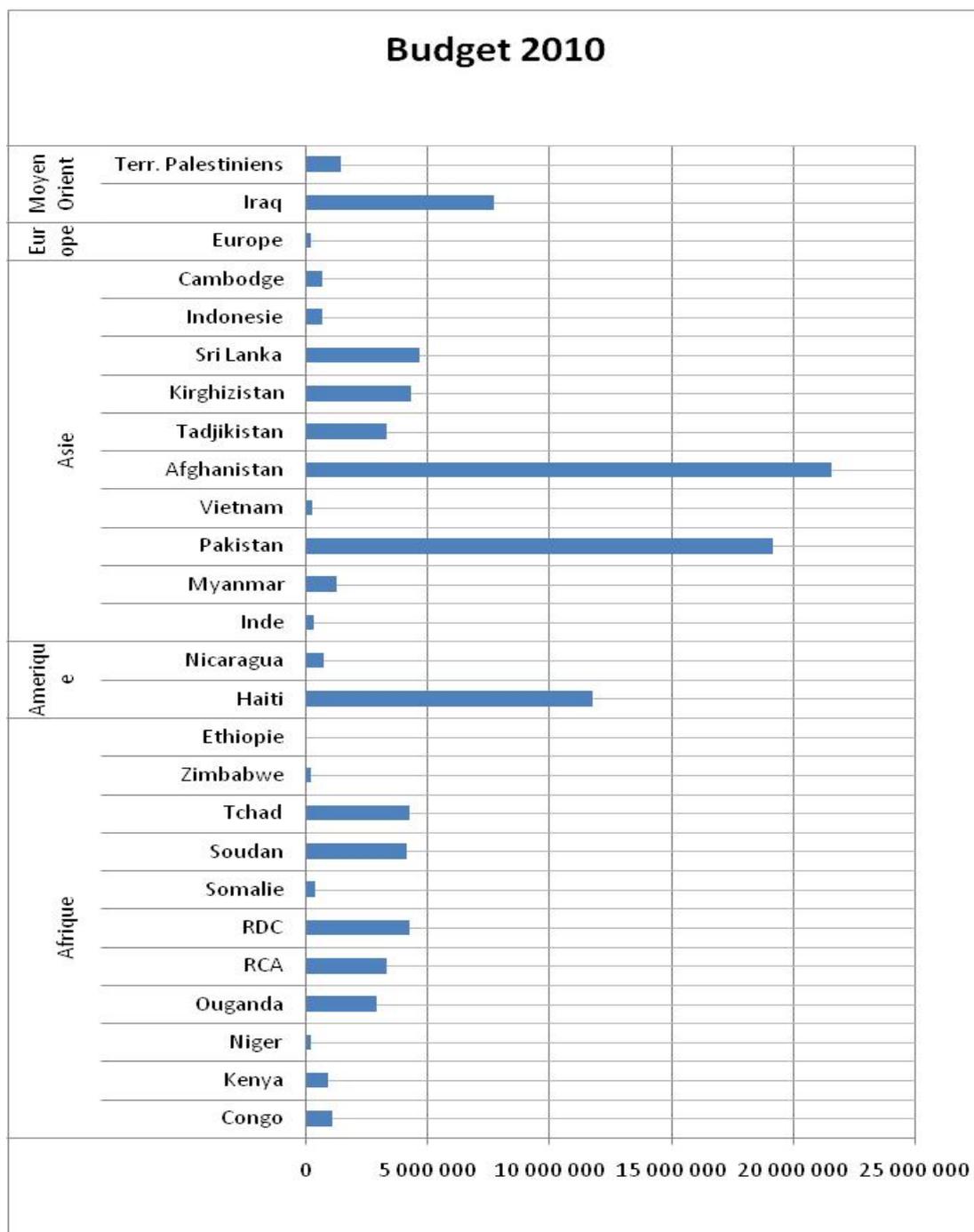
En termes budgétaires, le pays d'intervention présentant le plus gros volume d'activités pour 2010 a été l'Afghanistan (21.5 MEUR de budget contre 13,7 MEUR en 2009), où ACTED continue de mettre en œuvre un programme d'envergure nationale ciblé sur la gouvernance locale, le Programme de Solidarité Nationale (NSP) et s'est relancée dans de grands projets de réhabilitation dans le nord ouest du pays notamment. Les autres pays d'intervention les plus importants ont été le Pakistan (19.1 MEUR), où ACTED est intervenue massivement sur l'intervention d'urgences (distributions de vivres et non vivres, constructions d'abris et sécurisation d'eau potable, pour ne citer que quelques une des activités mise en œuvre) en réponse aux inondations sans précédent qui ont frappé le pays au mois d'août, occasionnant plus de 20 millions de sinistrés, et enfin Haiti (11.7 MEUR) suite au terrible séisme de janvier 2010, avec encore une fois des activités d'urgence, notamment par le biais de distributions et de programmes de salaire contre travail (cash for work).

ACTED intervient par ailleurs de façon importante dans un certain nombre de zones particulièrement touchées par les conflits telles que le Darfour au Soudan, l'est du Tchad, le nord est du Sri Lanka, ou encore dans les Territoires Palestiniens, ou les zones touchées par des catastrophes naturelles ou des phénomènes climatiques extrêmes comme le Kenya et l'Ouganda (sécheresse), la région du delta de l'Irrawaddy au Myanmar (cyclone)

Par ailleurs, ACTED intervient dans le cadre d'activités de réhabilitation, de construction ou dites « LRRD » (Lien entre Urgence, Réhabilitation et Développement), comme en République Centrafricaine, en Ouganda, en République du Congo, en Inde.

Enfin, ACTED continue d'intervenir dans des pays de longue présence sur des contextes de développement, comme au Tadjikistan, au Kirghizstan, en Indonésie ou encore au Nicaragua.

Le graphe 3 ci-dessous présente le budget pour chaque pays, par zone d'intervention :



Graph 3 : Budget 2010 ventilé par pays (EUR)

## 4.2 Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement sont constitués des coûts du siège et des pertes de changes supportées pendant l'exercice.

Les dépenses totales du siège de Paris se sont élevées à 3.52 MEUR en 2010, sur un budget total de 102.3 MEUR. Si ce montant est en augmentation en valeur absolue par rapport à

2009 (2.46 MEUR), la part des coûts du siège dans le budget total, en revanche a diminué (3.44% en 2010 contre 3.97% en 2009). Ceci s'explique par une augmentation modérée des coûts du siège au regard de la croissance du budget global.

Les renforcements de la structure du siège ont néanmoins été importants (notamment dans la deuxième partie de l'année), en particulier en ce qui concerne les équipes (création de 5 postes au siège) et les locaux, avec la location d'un troisième espace dans le même bâtiment.

D'importantes pertes de change ont été constatées sur l'exercice (1.1 MEUR) et sont inscrites en frais de fonctionnement dans le CER (Compte d'Emplois Ressources) inclus dans nos comptes annuels. Les pertes ont il est vrai été en partie compensées par des gains de changes importants (1 MEUR)

Le total des frais de fonctionnement se porte donc à 4.6 MEUR.

### **4.3 Frais liés à la recherche de fonds**

La recherche de fonds institutionnels, qui constituent une large part des financements d'ACTED (cf infra) occasionnent des frais liés à la recherche de ces fonds.

Ces frais peuvent se diviser en deux catégories :

- D'une part les bureaux de représentation d'ACTED aux Etats-Unis (Washington) et en Suisse (Genève)
- D'autre part les dépenses faites sur le terrain mais non affectés aux projets, comme par exemple les charges liées aux missions exploratoires dans de potentielles nouvelles zones d'intervention, non encore financées par des projets spécifiques.

Le total des charges liées à la recherche de fonds s'élevait en 2010 à 602,047 EUR.

Au final, si on exclut les fonds dédiés, les charges d'ACTED sur 2010 se répartissent de la manière suivante

### **4.4 Ressources humaines**

L'effectif global d'ACTED atteint au 31/12/2010 le nombre de 4201 salariés (contre 2961 salariés à fin 2009) qui se répartissent comme suit :

- Salariés nationaux : 4000
- Salariés internationaux (expatriés) : 168
- Salariés du siège : 32

La masse salariale totale d'ACTED s'élève à 23,1 MEUR soit 22.6% du total des charges. Ce total est en augmentation par rapport à 2009, où la masse salariale s'élevait à 16 MEUR. En

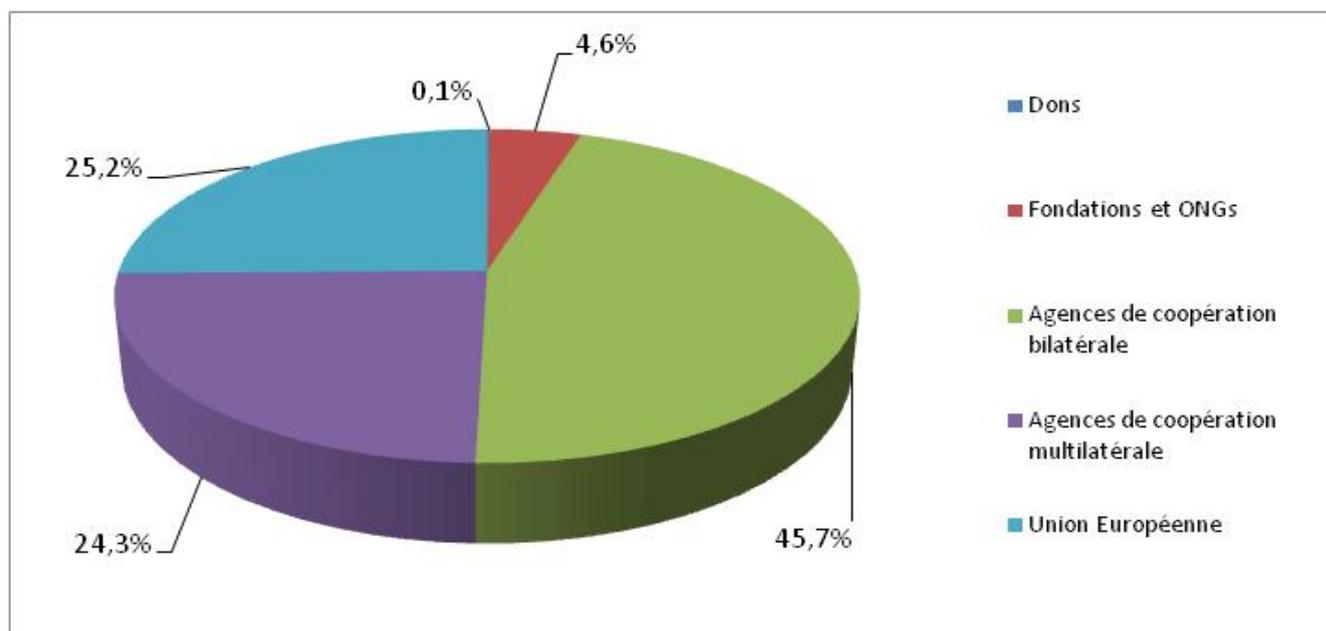
revanche, la part relative de la masse salariale dans le budget s'est réduit à 22.6% du total des charges, contre 26,2% en 2009.

## **5. Ressources : origines des fonds et diversification des partenaires**

Comme sur les exercices antérieurs, la structure de financement d'ACTED continue d'être très majoritairement institutionnelle, avec plus 70 partenaires. Le montant des ressources collectées auprès de ces partenaires pour l'exercice 2010 est de 102 MEUR.

Ainsi, les partenaires d'ACTED se répartissent en 5 catégories :

- Les coopérations bilatérales : agences de coopération et/ou gouvernements des pays d'Europe et d'Amérique du Nord (Etats-Unis, Norvège, Suède, Espagne, Japon, France, Suisse, Royaume Uni, Canada, ...). Cette catégorie représente 45.7% des financements collectés en 2010, stable par rapport à 2009 (45%)
- L'Union européenne (DG ECHO, Europeaid). Cette catégorie représente 25.2% des financements collectés en 2010 ; ce chiffre est en repli par rapport à 2010 (30%).
- Les coopérations multilatérales : principalement les agences internationales des Nations Unies (HCR, UNICEF, PAM) et Banque Mondiale. Cette catégorie représente 24.3% des financements collectés en 2010, en augmentation par rapport à 2009 (18%)
- Fondations et ONGs : cette catégorie regroupe principalement des fondations et des bureaux d'études, ainsi que d'autres ONGs (par exemple dans le cadre de l'Alliance2015). Cette catégorie a atteint les 4.6% des ressources sur l'exercice 2010.
- Les dons privés : pour la première année depuis sa création, ACTED a récolté un montant significatif de dons du grand public français (0.1% du budget d'ACTED en 2010). Ces dons ont été collectés majoritairement dans le cadre de l'appel lancé à la suite du violent séisme qui a ravagé Haiti en janvier 2010.

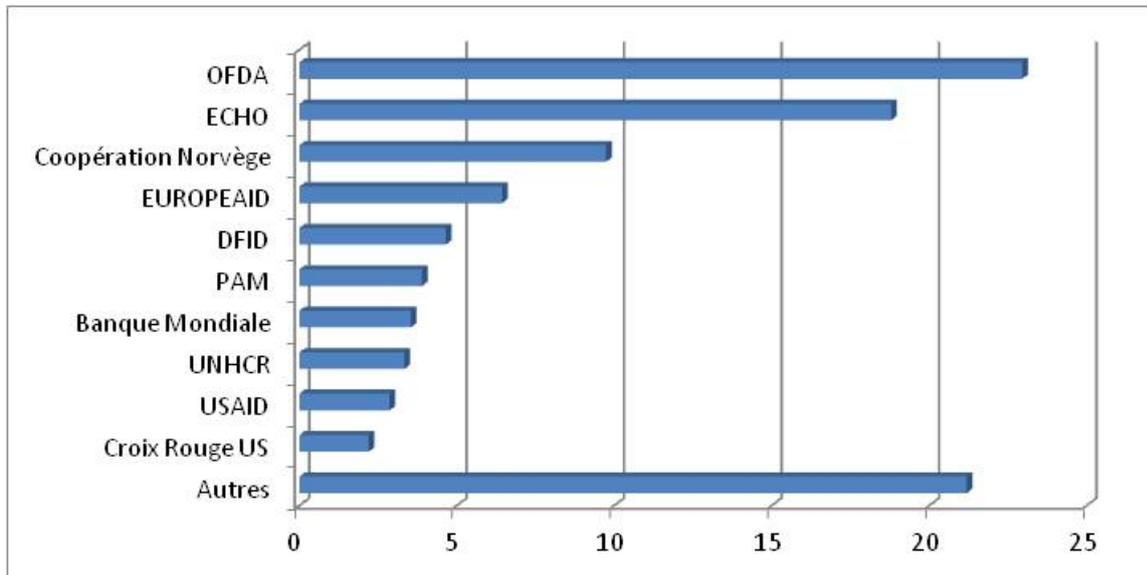


Graphique 4 : Répartition des ressources 2010 par origine des fonds

ACTED a travaillé en 2010 avec plus de 70 bailleurs de fonds différents. Les 5 principaux bailleurs d'ACTED pour l'exercice 2009 ont été les suivants :

- La Commission Européenne, notamment par l'intermédiaire de :
  - o ECHO (Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne) : 18.8 MEUR en 2010 soit 18.9% des ressources globales. Ce montant est en forte progression par rapport à l'exercice 2008 (10.2 MEUR)
  - o EUROPEAID (Service d'Aide au Développement de la Commission européenne) : 6.4 MEUR soit 6.5% des ressources globales. Ce montant est en retrait par rapport à l'exercice 2009 (8.2 MEUR)
- OFDA (Coopération des Etats-Unis d'Amérique) : 23 MEUR soit 23% des ressources globales. Ce montant est en augmentation par rapport à l'exercice 2009 (13 MEUR)
- Coopération Norvégienne : 9.7 MEUR sur l'exercice 2010, en augmentation par rapport à 2009 (6.7 MEUR).
- DFID (coopération britannique) : 4.6 MEUR sur l'exercice 2010. Les ressources fournies par ce bailleur ont plus que doublé par rapport à 2009. Cette très forte augmentation est due en particulier à la mise en œuvre de projets d'urgence, notamment au Pakistan.
- PAM (Programme Alimentaire Mondial) : 3.9 MEUR sur l'exercice 2010. Ce montant ne prend en compte que les frais logistiques de distribution des stocks de nourriture fournis en nature par le PAM. Ce montant est en forte augmentation en

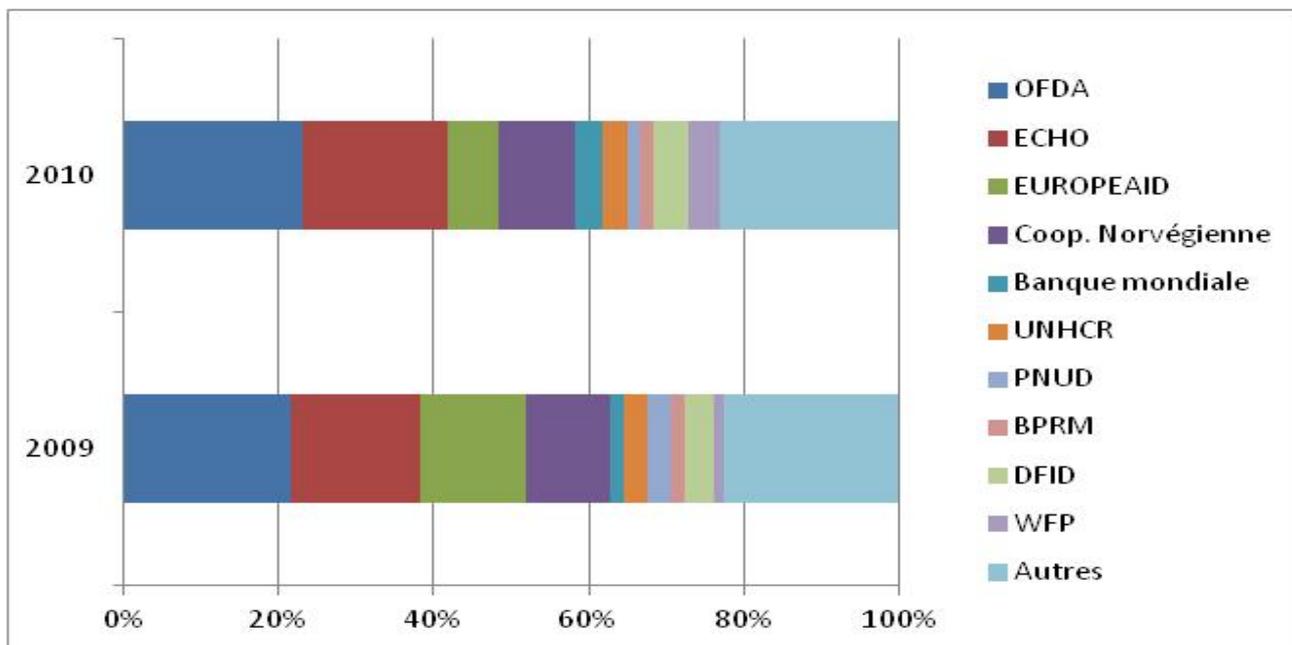
2010 (0.8 MEUR en 2009), année pour laquelle ACTED est devenue le plus gros partenaire européen du PAM.



Graphe 5 : Principaux bailleurs de fonds 2010 (MEUR)

Le graphe 6 ci-dessous rend compte de l'évolution entre 2009 et 2010 de la part relative des principaux bailleurs de fonds dans le budget global d'ACTED. Si une certaine stabilité se dégage, quelques éléments sont à noter :

- Parmi ses 70 partenaires, le plus significatif en terme budgétaire représente 23% garantissant de facto à ACTED une indépendance dans ses interventions. Il est à noter que le bailleur le plus important en 2007 représentait 22.8% du budget ; ACTED a donc réussi le pari de développer ses activités de manière importante (le budget a été multiplié par 2.5 entre 2007 et 2010) tout en conservant des financements diversifiés.
- La pérennisation d'une base de bailleurs de taille moyenne : en 2007, seuls 8 bailleurs avaient contribué à hauteur de plus de 500,000 EUR au budget d'ACTED ; en 2009, ils étaient 19 ; cette année : 22. Ceci se manifeste dans le graphique ci-dessous par le renforcement de la catégorie « Autres », qui passe de 22% à 23% des ressources.



Graphe 6 : part relative des bailleurs de fonds dans le budget (2009-2010)

## 6. Conclusion et perspectives pour 2011

L'exercice 2010 s'est caractérisé par une croissance importante des activités d'ACTED et une augmentation importante du budget, sans pour autant ouvrir de nombreuses nouvelles missions. Cette croissance a été liée au renforcement de nos missions dans des pays où ACTED intervenait déjà auparavant : c'est le cas notamment du Pakistan, d'Haiti ou du Kirghizistan dans des contextes d'urgence, ou du Sri Lanka dans le cadre d'activités de post urgence.

Pour l'exercice 2011, le budget voté par le Conseil d'Administration prévoit de conserver ces fondamentaux, avec une croissance du budget plus mesurée (+8%, à 113 MEUR) et un résultat positif et stable.

Le budget prévisionnel par zone s'établit comme suit :

- Asie : 63 MEUR
- Afrique : 30 MEUR
- Moyen Orient : 7.5 MEUR
- Amérique/Caraïbes : 8.5 MEUR
- Siège : 4 MEUR

La déclinaison opérationnelle de ce budget prévisionnel dégage deux axes d'action : ACTED prévoit de renforcer ses interventions existantes en restant au plus près des besoins des bénéficiaires, et d'intervenir dans des contextes d'urgence notamment liés à des catastrophes naturelles (sécheresse crise alimentaire, etc) mais aussi à des crises politiques (suite au printemps arabe notamment), mais également sur toute crise qui pourrait avoir lieu en 2011.